

# Rebsamen : « Guéant est un novice en politique »

Pour ce lieutenant du candidat socialiste, François Hollande, le ministre de l'Intérieur est « un rabatteur de voix du FN qui se comporte avec maladresse »

**S**énateur-maire de Dijon, président du groupe socialiste au Sénat, François Rebsamen fait partie de la garde rapprochée de François Hollande.

## Sarkozy à Toulon hier soir : c'était le Président au travail ou le candidat en campagne ?

Un Président qui s'exprimerait à la télévision pour informer les Français des discussions relatives à l'Europe et des négociations avec M<sup>me</sup> Merkel, serait un Président. Un Président qui va faire un discours devant 5 000 cadres de l'UMP mobilisés par cars pour cela, c'est un candidat en campagne. C'est pour cela que nous avons alerté la Commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements afin de savoir qui finance et comment.

## Faut-il sanctionner les mineurs délinquants dès 12 ans comme le préconise l'UMP ?

Comme toutes les propositions qui sont faites aujourd'hui sur le thème de la sécurité, réviser une nouvelle fois l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs relève de l'effet d'annonce et non pas de la recherche de l'efficacité et de la réponse qu'il faut apporter à ce phénomène.

## Quelles solutions proposez-vous ?

Il n'y a pas une solution mais un ensemble de dispositifs à mettre en œuvre. Il faut apporter une sanction immédiate – sous trois jours – efficace, proportionnée et adaptée dès la première infraction : simple rappel à la loi, convocation des parents, travaux d'intérêt général, placement en lieu de vie éducatifs et d'insertion, en internats scolaires, en centre de



« La campagne sera dure, mais nous avons la sérénité de ceux qui portent en eux l'espoir », affirme François Rebsamen. (Photo Reuters)

placements immédiat. Pour les jeunes délinquants multirécidivistes, pour lesquels les mesures prises en milieu ouvert sont restées sans effet, il faut créer des centres de discipline et de réinsertion. Cela suppose bien entendu de renforcer la protection judiciaire de la jeunesse, les délégués du procureur et la justice des mineurs dont l'engorgement est accentué par le manque crucial de secrétaires et de greffiers.

## Claude Guéant est-il « ministre du FN » comme le dit Montebourg ?

Chacun a ses formules, mais je vois en Claude Guéant un rabatteur de voix pour le FN. Un novice en politique qui se comporte avec maladresse comme un agent

électoral de Nicolas Sarkozy.

## Pourquoi, sur les pistes pour sortir de la crise, Hollande ne se distingue pas plus de Sarkozy ?

La grande différence avec Sarkozy, c'est que François Hollande considère que la stabilité budgétaire et financière ne doit pas se faire au détriment de la croissance. Affaibli parce qu'il a affaibli la France, Sarkozy est une sorte de petit télégraphiste soumis à Angela Merkel et contraint d'accepter ses choix. Il est dans une impasse. François Hollande revendique notre souveraineté nationale et pense que le redressement de la France, sa sortie de crise, impliquent que la politique de rigueur s'accompagne

de mesures en faveur de l'investissement, de l'innovation et de la croissance. C'est ce qu'il dira lundi prochain à nos collègues socialistes allemands.

## Quelles mesures urgentes doit prendre Hollande s'il est élu ?

Il faut redonner confiance à notre pays qui a une formidable capacité à créer et à produire. La première base d'une confiance retrouvée, c'est une profonde réforme de la fiscalité qui rétablisse la justice fiscale et qui redonne des marges de manœuvres pour prendre des mesures de justice sociale de relance de la croissance. C'est aussi, des mesures en faveur de la jeunesse dont François Hollande a fait une de ses priorités, qui redonnent aux parents l'espoir que leurs enfants aient une vie meilleure que la leur.

## La main tendue à Bayrou ne va-t-elle pas énerver Mélenchon ?

Après le premier tour, chacun se déterminera. Feront alors partie de la majorité présidentielle, celles et ceux qui se reconnaîtront dans les propositions de François Hollande et qui appelleront clairement à voter pour lui au deuxième tour.

## Ne regrettez-vous pas d'avoir signé cet accord avec EELV ?

Le PS et EELV ont signé un accord programmatique et électoral qui acte les désaccords sur un certain nombre de propositions que François Hollande avait annoncées pendant la campagne de la primaire, et auxquelles, je le rappelle, il n'a strictement rien changé.

**PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ FOURNON**  
afournon@nicematin.fr

## La phrase

Déplacements du chef de l'Etat : activité présidentielle ou campagne avec des fonds publics ? « François Hollande et le Parti socialiste font preuve de fébrilité. Ils n'empêcheront pas Nicolas Sarkozy de présider jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour. Il a été élu pour cinq ans. »

Luc Chatel  
ministre de l'Education

## Le replâtrage

Eva Joly s'est efforcée, hier, de refaire l'unité des écologistes avec une équipe de campagne qui fait une place à des figures comme José Bové et Noël Mamère, et avec un invité surprise, l'ancien patron du Samu social Xavier Emmanuelli. « C'est une nouvelle étape de ma campagne, toute la famille est là. Si vous avez pu penser qu'il y a eu des moments de solitude, tout cela est bien terminé », a-t-elle dit. Même son ancien porte-parole Yannick Jadot, qui avait claqué la porte, est de retour mais à une place secondaire, au sein du « conseil stratégique ». Unis... mais jusqu'à quand ?

## Le sondage

**29,5 %** pour François Hollande contre 26 % à Nicolas Sarkozy : le candidat socialiste resterait en tête au premier tour même s'il perd trois points en un mois selon un sondage Ifop (\*). Au second tour, malgré son effritement au premier tour, le candidat socialiste reste largement en tête avec 56 %, soit 12 points d'avance sur l'actuel chef de l'Etat (44 %).

1. Enquête effectuée du 29 au 30 novembre auprès d'un échantillon de 934 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon représentatif de 1002 personnes.

## Petites histoires de campagne

### Ces messieurs-dames des 35 heures

Le bien beau débat que voilà ! Jusqu'au 6 mai, il n'y aura pas un jour sans discussion, anathème ou polémique autour du sujet brûlant des 35 heures.

« Elles sont mortes. » « Une erreur économique. » « Une connerie considérable. » « Une folie qui a ruiné la compétitivité de la France. » A l'UMP, la course à la formule qui tue les RTT est lancée depuis longtemps. Les sympathisants de droite applaudissent : d'après le Baromètre BVA-BFM-Challenges-Avanquest, 81 % d'entre-eux approuvent leur suppression quand 82 % des Français de gauche y sont opposés. En réaffirmant sa volonté

de « sortir des 35 heures », l'UMP jouerait donc sur du velours. Pas si sûr... Nicolas Sarkozy, très prudent quant à une remise en cause totale et définitive de la réduction du temps de travail, sait pertinemment que cette suppression pourrait lui coûter cher électoralement. Ne souhaitant « pas toucher à un acquis social », il a convaincu les responsables de son parti de ne pas s'engager sur cette voie en privilégiant une sortie « à la découpe » via des accords de branche ou d'entreprise. Le programme économique et social de l'UMP présenté la semaine dernière s'attaque donc aux

35 heures sans les enterrer... Du coup, les sympathisants de droite sont satisfaits et les électeurs, ouvriers en tête, qui profitent depuis douze ans de leurs RTT n'y voient pas malice. Alors, 35 heures ou pas 35 heures ? Alors que l'UMP tergiverse, l'inénarrable Hervé Morin a trouvé la solution. En bon centriste, l'Indigné du pont de Normandie propose de couper la poire en deux en optant... pour la semaine de 37 heures. « Dans un monde nouveau, il faut des idées nouvelles », se justifie-t-il. Celle-là, il fallait la trouver...

**DENIS CARREAUX**  
dcarreaux@nicematin.fr

